

Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 7 HTA-BT)

Date de la contribution : 18/11/2024

Marseille le 18 11 2024

Voici les réflexions de notre association de défense de l'environnement souhaite apporter au débat

1°) Vous mentionnez: " Enedis a mis en œuvre un processus de qualification des clients non équipés, pour distinguer les refus des impossibilités techniques". "Enedis demande, d'une part, de facturer une composante socle à l'ensemble des clients équipés de compteurs historiques, jusqu'à la date de pose d'un compteur évolué, sauf dans les cas d'impossibilités techniques (indépendantes du client) identifiées".

Est ce que cela veut dire que les refus d'ordre médical sont considérés comme non techniques, et ainsi sujet à cette facturation ? Cela va constituer une double peine pour les malades.

Enfin, Il est regrettable de ne pas avoir de tableau ventilant la totalité de qualification des clients et leur dénombrement (combien y a t'il de refus médicaux?).

2°) Vous mentionnez: " La CRE a introduit pour cette phase transitoire une composante tarifaire supplémentaire venant s'ajouter à la composante de comptage".

Sauf erreur de ma part, la composante de comptage est la composante qui concerne tous les compteurs Linky en service ET les anciens compteurs . Rien ne dit dans le dossier quelle est la composante spécifique des seuls compteurs Linky, et quelle est la composante spécifique des seuls compteurs anciens.

De ce fait, la composante supplémentaire est une double peine, car les titulaires des anciens compteurs (minorité) payent déjà l'installation et l'utilisation des nouveaux compteurs(majorité).

"Enedis demande de facturer en plus aux clients « silencieux » les coûts de contrôles ciblés renforcés", laissant entendre qu'il y a plus de fraude avec les compteurs anciens. Or, l'actualité récente montre l'existence d'une fraude à très grande échelle au détriment des compteurs intelligents LINKY. Le détournement de consommation et les frais de contrôle/ remise en état/poursuites de ces fraudes aux compteurs LINKY, rentrent dans le pool de dépenses que payent déjà les détenteurs de compteurs anciens.

3°) De ce fait, cette composante supplémentaire ressemble plus à une sanction, à une amende: à mon avis, elle a donc un caractère illégal, en l'absence d'une réglementation spécifique prise par la loi

4°)" La CRE considère à ce stade que les hypothèses retenues par Enedis concernant le nombre d'interventions de contrôles ciblés prévu sont trop basses, dans le contexte d'augmentation des fraudes. Ainsi, la CRE envisage de retenir les hypothèses suivantes : · les contrôles ciblés concernent chaque année 8 % des clients ayant transmis un index autorelevé ; · les contrôles ciblés concernent chaque année 50 % des clients dont le dernier index réel est antérieur à 12 mois".

Pour avoir une comparaison, quels sont les taux de contrôles des compteurs LINKY ? actuel et futur au vu du contexte de fraude révélé récemment.

En conclusion, nous demandons que la composante supplémentaire pour les détenteurs de compteurs anciens ne soit pas appliquée

Si la CRE et ENEDIS souhaitent instaurer cette composante, qui a un caractère de pénalité, de sanction, d'amende, il y a lieu de passer par la loi